EPOCH TIMES

25 - 31 AOUT 2014 · ÉDITION FRANÇAISE N° 288 · WWW.EPOCHTIMES.FR

Quand l'État incite les salariés à reprendre leur entreprise

P. 2 - FRANCE

REMY GABALDA / AFP / GETTY IMAGES

Dernière édition allégée de l'été

Le droit à l'oubli numérique

P.4 - INTERNATIONAL

Islande : volcans sous la glace

P. 8 - ENVIRONNEMENT

Une journée de travail réussie

P. 7 - BIEN-ÊTRE

Peut-on se passer de la Russie ?

FRED DUFOUR / AFP / GETTY IMAGES

Les récents évènements en Ukraine ont conduit l'Union européenne et les États-Unis à imposer des sanctions économiques à la Russie. Jugées nécessaires par le président Hollande, celles-ci sont un signe fort envers le Kremlin qui voit la liste des sanctions s'allonger à mesure de la progression de ses convois militaires. La France a déjà émis une réserve au travers de la livraison du bateau militaire Mistral « *Vladivostok* », la non-livraison du deuxième Mistral, une perte certes intenable pour l'économie et l'emploi, a été qualifiée de « *justifiée* » par les alliés de la France.

P. 3 - POLITIQUE

Les grands dossiers de la rentrée

BERTRAND GUAY/AFP/GETTY IMAGES

Après une courte pause estivale, le gouvernement a du pain sur la planche alors qu'il fait face à une batterie de mauvais chiffres dont une croissance en berne, qui ne devrait pas dépasser 1 % l'année prochaine, un chômage en progression, un déficit public supérieur à 4 % du PIB et une cote de popularité à moins de 20 % pour le président. Économie, emploi, réformes professionnelles, partenaires sociaux, environnement, santé et politique étrangère : tour de table des principaux dossiers de cette rentrée gouvernementale qui s'annonce plutôt dense.

P. 3 - POLITIQUE

L'ex-dirigeant Jiang Zemin tenu en échec sur son propre territoire

EPOCH TIMES

Les jours de Jiang Zemin sont comptés. L'homme qui a dominé la politique chinoise pendant plus de deux décennies est aujourd'hui en difficulté sur son propre territoire, la ville de Shanghai.

Ces derniers jours, des équipes d'enquêteurs se sont mis à l'œuvre, dans le cadre de la campagne anti-corruption menée par Xi Jinping. Shanghai est le terreau des ambitions politiques de Jiang Zemin et la base de son pouvoir.

Jiang Zemin a été secrétaire du Parti de Shanghai de 1985 à 1989. Face au mouvement pour la démocratie de 1989, le dirigeant de l'époque Deng Xiaoping avait été impressionné par la manière forte utilisée par Jiang Zemin pour réprimer les dissidents à Shanghai, alors que de nombreux autres dirigeants du PCC étaient restés inactifs.

Après avoir démis Zhao Ziyang de ses fonctions de Secrétaire général du Parti en raison de sa sympathie pour les étudiants, Deng Xiaoping a nommé Jiang Zemin à Pékin. Une fois au pouvoir, Jiang Zemin a traqué sans relâche les dissidents qui avaient échappé aux chars la nuit du 4 juin sur la place Tiananmen.

Jiang Zemin a alors promu d'obscurs cadres venus de Shanghai à des postes d'influence au sein du Parti. Ceux-ci ont rapidement formé le cœur d'un réseau de connexions que Jiang Zemin utilisera ensuite pour dominer la politique chinoise pendant plus de 20 ans.

P. 5 - CHINE

CHINE

175 214 901

citoyens ont quitté le Parti communiste chinois et ses organismes affiliés.

P. 5 - CHINE

CONTACTEZ-NOUS

Courrier des lecteurs
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

Téléphone 01 45 86 41 95

Des fonds européens pour le développement de l'Île-de-France

LUDOVIC MARIN/AFP/GETTY IMAGES

L'Europe investit dans le développement de l'Île-de-France.

Une croissance à la fois intelligente, durable et inclusive, c'est ce qu'a préconisé la stratégie Europe 2020, après adoption par le Conseil des chefs d'État et de gouvernements de l'Union européenne en mars 2010. Intégrée en 1986, la politique européenne de cohésion économique a eu pour objectif, par des initiatives solidaires, de réduire les disparités entre les différentes régions au sein de l'Europe. L'Union européenne consacre ainsi plus d'un tiers de son budget à l'accompagnement des politiques nationales et régionales afin d'harmoniser les niveaux de vie dans l'ensemble des régions, peut-on lire sur le site des fonds européens en Île-de-France[1].

Comme toutes les régions, l'Europe s'engage en Île-de-France avec une politique qui se décline dans plusieurs domaines tels que l'emploi, la formation, le développement économique, le développement durable, l'insertion et l'innovation. Pour l'Europe, l'Île-de-France se caractérise comme une région riche dont le revenu moyen des ménages franciliens dépasse de 23 % celui des ménages vivant en province. Elle comporte aussi davantage de cadres et présente des défis à relever concernant l'immigration (40 % d'étrangers), l'emploi (172 000 RMIstes) et le logement (342 000 ménages mal logés).

Pour la période 2014-2020, l'Île-de-France devrait bénéficier d'une enveloppe de 905 millions d'euros répartis sur trois fonds européens structurels et d'investissement. 661 millions d'euros provenant du FSE (Fonds social européen) auront pour objectif d'améliorer le niveau d'emploi par la formation, de faciliter l'accès des jeunes au monde du travail et de mettre en œuvre des actions de lutte contre la pauvreté et de soutien de l'inclusion sociale. 187 millions d'euros venant du FEDER (Fonds européen de développement régional), vont soutenir la recherche et l'innovation, la compétitivité et la mutation vers une économie à faible teneur en carbone. Enfin 57 millions d'euros du FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural), vont participer au développement d'un secteur agricole plus équilibré d'un point de vue territorial et environnemental, plus respectueux du climat et plus innovant, en appui avec les instruments de la politique agricole commune.

> 905 millions d'euros d'investissements européens en Île-de-France d'ici à 2020

Deux comités régionaux pilotés par le préfet de région et le président du Conseil régional, composés des principaux partenaires de la région, vont assurer le suivi et la coordination de ces fonds européens pour le territoire francilien. Pour la période 2014-2020, la préfecture de région précise que la région Île-de-France deviendra une autorité de gestion et assurera la mise en œuvre des programmes Feder/FSE et Feader. Les services déconcentrés de l'État conserveront quant à eux leur qualité d'autorité de gestion pour l'emploi et l'insertion (65 % de l'enveloppe FSE).

Après approbation par la Commission européenne de ces deux programmes régionaux FEDER-FSE et FEADER, un appel à projet sera publié par la région. Des dossiers de pré-demande sont d'ores et déjà disponibles pour tout organisme francilien à la recherche de financements pour la mise en place de projet se positionnant dans une logique de développement des territoires. En effet, bien que l'attribution définitive des financements européens ne puisse être effective avant l'approbation du programme par la Commission européenne, les dossiers de pré-demande permettront un premier examen des initiatives retenues par les services régionaux. Le projet d'une Europe qui finance le développement régional des États membres est souvent méconnu, mais l'UE propose des solutions économiques qui ont pour vertu de faire avancer le continent européen d'un même pas.

[1] www.europeidf.fr

Sarita Modmesaïb

EN BREF

Où fait-il bon vivre en France ?

L'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques, a publié sur son site internet une évaluation des régions de France et du monde où il fait bon vivre. Pour cela, des données liées à huit facteurs (l'accès aux services, l'engagement civique, la santé, la sécurité, l'éducation, l'accès à l'emploi, la sauvegarde de l'environnement, les revenus moyens) ont été compilées afin de définir un indicateur du « *vivre mieux* ». On y apprend ainsi que les Franciliens sont ceux qui présentent les revenus les plus élevés, que les Bretons ont le plus de réussite au baccalauréat ou que les Limousins sont moins touchés par le chômage.

La dette française a dépassé les 2 000 milliards d'euros

D'après l'institut Montaigne, la dette de la France dépasse maintenant les 30 000 euros par Français, ce qui amène un total au-delà de la barre symbolique des 2 000 milliards d'euros. Une estimation qui arrive moins d'une semaine après l'annonce d'une croissance nulle en France pour le deuxième trimestre.

Paris, troisième ville la plus influente au monde

Selon le classement établi par le magazine *Forbes*, Paris est la troisième ville la plus influente au monde derrière Londres et New York. Paris bénéficie en effet d'une concentration de l'activité économique française jusqu'à 30 % du PIB de la France, indiquent les auteurs du classement.

Bientôt une piste de ski à Paris ?

Snowworld, un promoteur hollandais, a émis l'idée de construire une piste de ski intérieure, sur la colline d'Élancourt, dans les Yvelines. Avec 22 000 m² de pistes, un télésiège, un restaurant en hauteur et un hôtel 3 étoiles, le projet pourrait commencer l'année prochaine et serait susceptible d'attirer 300 000 visiteurs par an.

Quand l'État incite les salariés à reprendre leur entreprise

Le gouvernement a décidé, le 1er août, de donner un coup de pouce aux salariés qui seraient désireux de racheter leur entreprise, en entérinant une loi en faveur de l'Économie sociale et solidaire. Adopté en commission paritaire, le texte encourage et renforce un « *esprit d'entreprise* » un peu différent, basé notamment sur une ouverture au participatif.

L'idée n'est pas nouvelle, mais ce mode de gestion des ressources et de la production n'en est qu'à ses premiers balbutiements dans notre pays. Fort de l'expérience développée dans d'autres pays, le dispositif de l'économie solidaire gagne peu à peu les mentalités. À ce jour, l'Insee affirme que 10 % des salariés travaillent dans ce système, une tendance qui tend à se renforcer grâce au bouche-à-oreille, mais aussi par l'appui des mesures gouvernementales.

La reprise d'entreprise est un modèle de gestion très courant en Amérique latine. En Argentine, entre 2011 et 2012, 311 entreprises ont été reprises par 13 462 travailleurs.

Adaptation et application au modèle français

En Europe et en France, ce système de reprise n'est pas très courant. Une situation qui pourrait évoluer : « *Les fonctions dans les PME sont fréquemment organisées de manière pyramidale autour d'un décideur charismatique. Le cédant a donc du mal à considérer qu'un de ses salariés puisse lui succéder à la tête de l'entreprise* », estime Kalyann Kong, directeur associé du cabinet spécialisé dans le conseil en transmission d'entreprise Actoria. « *Mais les mentalités commencent à changer, avec l'émergence de nouveaux types d'entrepreneurs, plus rationnels et moins paternalistes* ». Dans le cadre de la transmission d'une entreprise, le rapport patron/salarié tend aujourd'hui à s'effacer devant une configuration acheteur/vendeur.

> En France, on compte à ce jour 248 Scop qui emploient en tout 1 920 co-entrepreneurs.

Des dispositifs financiers incitatifs ont été instaurés depuis 2007 par la loi. Une société dont le capital est détenu en majeure partie par les salariés peut bénéficier de remise d'impôts et d'autres exonérations. Un dispositif qui vient donc se renforcer avec les mesures votées un peu plus tôt ce mois-ci : la loi sur l'ESS établit plusieurs mesures relatives à la reprise d'un établissement suite à sa fermeture. Pour empêcher au mieux un projet de licenciement collectif, la loi prévoit donc une obligation d'information préalable des salariés, afin de leur permettre de proposer une offre de reprise. Autre mesure prévue par la loi, le rétablissement du contrôle d'une autorité administrative, qui devra s'assurer du respect par l'employeur de ses obligations d'information en matière de recherche de repreneur.

Au plus tard deux mois avant la cessation définitive de l'activité, les employés seront donc informés par leur direction, le temps pour eux de proposer une offre de rachat. Cette mesure ne concerne que les entreprises de moins de 50 salariés, ou celles de 50 à 249 salariés n'ayant ni délégué du personnel, ni comité d'entreprise.

La Scop, un modèle de gestion en vogue

En France, on compte à ce jour 248 Sociétés coopératives et participatives (Scop), qui emploient en tout 1 920 co-entrepreneurs. Issu parfois de créations d'entreprises *ex-nihilo*, de transmissions d'entreprises saines ou de récupérations, ce modèle participatif est intéressant aussi bien pour le sauvetage d'entreprises que pour leur création ou leur transmission.

REMY GABALDA / AFP / GETTY IMAGES

« *La belle Aude* », une Scop de crème glacée a été fondée après la fermeture de l'usine Pilpa de Carcassonne en juillet 2013.

Dans ce dernier cas, on pourrait citer l'exemple de Charente Idier bois, une SARL de Claix (16440) dont la liquidation judiciaire a été prononcée le 13 juin 2013. Un an plus tard, la société de menuiserie est devenue une Scop et a redressé la barre au prix de durs efforts : le capital nécessaire au rachat d'outillage et de véhicules s'est constitué grâce aux contributions des salariés, qui ont accepté de baisser leur salaire et ont fait des apports personnels. « *L'hiver a été difficile, comme pour beaucoup d'entreprises de notre secteur* », raconte Céline Lafont, à la fois salariée et gérante. « *Mais, au printemps, la Scop a trouvé son second souffle. L'activité a bien repris et l'entreprise veut croire qu'elle a fini de manger son pain noir* », conclut-elle.

Dans le cas des Scop, l'accompagnement est une clef importante pour concrétiser la reprise ou la transmission d'une entreprise. Banquiers, avocats d'affaires, experts-comptables peuvent évaluer la situation financière d'une entreprise et prodiguer des conseils. Des emprunts peuvent être contractés quand les salariés repreneurs manquent de fonds.

« *La Scop n'est pas adaptable pour toutes les entreprises* », explique Jean-Christophe Hortolan, conseiller régional du Poitou-Charentes. La région possède également son organisme : l'unité régionale des Scops. Susceptible d'intervenir, elle est à même de recommander ou non cette gestion aux entreprises en difficulté.

David Vives

Deux ministres hors orbite

Deux satellites lancés depuis Kourou n'ont pas atteint leur orbite, annonçait Ariane Espace fin de semaine dernière. Ils devaient compléter le réseau du futur GPS européen Galileo, et se sont retrouvés perdus, à mi-chemin entre le sol et leur destination, quelque part au-dessus de nos têtes, à poser question.

Deux ministres lancés depuis Matignon n'ont également pas atteint leur orbite, annoncent *Le Monde* et *Le Parisien* en publiant leur surprenante interview. Arnaud Montebourg et Benoît Hamon ont choisi ces deux quotidiens pour envoyer aux Français leur propre signal et tenter de jouer les satellites de guidage, à une altitude différente de celle décidée par leur base de lancement.

Première question : pourquoi un tel ratage malgré les sommes investies, le temps de préparation, l'importance des sujets ? Dans l'échec Galileo, le lanceur russe Soyouz est en ligne de mire : une provision insuffisante de carburant pourrait être responsable du fait que les deux satellites n'ont pu atteindre la hauteur attendue. Doit-on penser que, de la même manière, François Hollande et Manuel Valls n'avaient pas assez de combustible pour mettre les ministres Montebourg et Hamon en ligne avec la politique du gouvernement ? En pleine grisaille et alors que de toutes parts on s'interroge sur les capacités de pilotage de l'exécutif français, les dézingages en règle menés par les parlementaires de la majorité, des anciens ministres comme Cécile Duflot et maintenant par deux cadors du gouvernement, ne peuvent que faire sourire ou grimacer.

Ce qui amène à la seconde question : que faire d'objets coûteux ne remplissant pas leur fonction ? Ariane Espace doit évaluer dans les prochains jours sa capacité à remettre sur orbite les deux satellites frondeurs, mais ne semble pas optimiste sur la faisabilité de l'opération. Les machines pourraient donc rester deux déchets dans le ciel qui ne rempliront jamais la mission pour laquelle elles avaient été conçues. François Hollande et Manuel Valls vont, eux aussi, d'abord devoir évaluer leur capacité à recadrer Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, opération complexe après que ces derniers se sont déclarés « *proches des frondeurs* » et ont critiqué « *l'aberration économique* » de la réduction des déficits. Comme pour les satellites d'Ariane Espace, un retour à l'orbite souhaitée est improbable.

Dans un fonctionnement gouvernemental normal - Delphine Batho s'en souviendra - les deux ministres devraient être immédiatement relevés de leurs fonctions. Il y a cependant fort à parier que le président et le Premier ministre tenteront tant bien que mal de minimiser la sécession, poussant un peu plus de poussière sous le tapis quitte à se décrédibiliser davantage. Car la première option amènerait immanquablement à conclure que le gouvernement n'a plus de majorité, avec la conséquence que beaucoup espèrent : des élections législatives anticipées.

Aurélien Girard

Les grands dossiers de la rentrée gouvernementale

Suite de la première page

BERTRAND GUAY/AFP/GETTY IMAGES

Le premier conseil des ministres de la rentrée, le mercredi 20 août à l'Hôtel de Matignon.

Budget, croissance et pouvoir d'achat

Prévu pour le 24 septembre, le projet de budget 2015 va faire l'objet de nombreuses discussions. Le gouvernement a exclu toutes nouvelles hausses d'impôts, mais il faudra renoncer à la promesse d'un déficit public à 3 % du PIB – celui-ci devrait même dépasser les 3,8 % prévus. De plus, il manquera 10 milliards d'euros pour boucler le budget de 2014. À défaut d'une augmentation d'impôts, la France devrait donc puiser dans le déficit public, ce qui ne devrait pas plaire à l'Union européenne.

La loi sur la croissance et le pouvoir d'achat voulue par le ministre de l'Économie Arnaud Montebourg pour l'automne prochain aura pour objectif de « *rendre 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat* » aux ménages, selon les mots du ministre. Pour relancer l'investissement, des « *assises du financement de l'économie* » sont prévues fin septembre.

Emploi et pacte de responsabilité

François Hollande présidera en septembre une réunion avec les partenaires sociaux visant à favoriser l'apprentissage, avec pour objectif d'atteindre le nombre de 500 000 apprentis en 2017. Cette mesure a pour objectif de faire baisser le taux de chômage chez les jeunes, alors que le gouvernement prévoit une négociation interprofessionnelle sur le chômage de longue durée.

Après la censure partielle du Conseil constitutionnel qui a retoqué les allégements de cotisations salariales pour les personnes payées jusqu'à 1,3 fois le Smic, la prime pour l'emploi et le RSA activité sont donc mis en avant. Le 10 septembre, les responsables patronaux et syndicaux des cinquante principales branches professionnelles seront invités par le ministre du Travail François Rebsamen à reprendre les négociations en matière d'emploi dans le cadre du pacte.

Réformes professionnelles et statut des intermittents

Le rapport de l'Inspection générale des finances remis au ministre de l'Économie Arnaud Montebourg pointe du doigt les professions réglementées. Il préconise de bouleverser leur mode de fonctionnement, notamment dans le domaine médical. Les médecins, les pharmaciens, les greffiers, les avocats, les huissiers doivent s'attendre à des réformes, comme une baisse du salaire des greffiers ou encore la vente de médicaments en dehors des pharmacies. Arnaud Montebourg devrait s'inspirer de ce rapport pour sa loi sur la croissance et le pouvoir d'achat.

Après un fort mouvement de contestation de la part des intermittents du spectacle cet été, le dialogue avec le gouvernement reprendra mi-septembre, avec des propositions sur leur statut prévues pour décembre.

Loi de transition énergétique et écotaxe

Les modalités de cette loi environnementale devront être précisées. Si la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, a dit prévoir 10 milliards d'aides publiques sur trois ans, le financement de la loi de transition énergétique reste incertain.

La modification de l'écotaxe en « *péage de transit poids lourds* » prévu pour le 1er janvier 2015 n'a toujours pas enterré ce dossier hautement politique. Une médiation entre le gouvernement et les organisations est toujours en cours.

Loi de santé publique

Celle-ci doit être présentée début septembre. La ministre de la Santé Marisol Touraine prévoit notamment la généralisation du tiers-payant d'ici à 2017, mesure à laquelle s'opposent encore la plupart des médecins. Le texte prévoit également un plan national de réduction du tabagisme, une évolution du dossier médical personnalisé, la possibilité d'actions de groupe pour les patients victimes d'un scandale sanitaire, des codes couleur sur les emballages nutritionnels ou encore l'encadrement juridique des « salles de shoot ».

Réforme territoriale

Le projet de loi visant à faire baisser le nombre de régions de 26 à 13, adopté fin janvier, doit encore être mis en œuvre et reste hautement politique. La gauche radicale a menacé de quitter le gouvernement si elle n'était pas entendue sur la réforme, le sénateur et président du conseil général de Tarn-et-Garonne Jean-Michel Baylet exigeant « *le maintien du conseil général dans les départements ruraux* ». Le gouvernement prendra en compte le contexte des prochaines élections sénatoriales du 28 septembre prochain, à la suite desquelles le Sénat pourrait certainement virer à droite.

Politique étrangère

Lors de la « *conférence des ambassadeurs* » du 28 août prochain, le président de la République annoncera les priorités de la France en matière de politique étrangère, alors que ses positions sur l'Irak ou le conflit israélo-palestinien sont scrutées par la droite. Dernière mesure phare de la part de la France : la livraison d'armes et d'une aide humanitaire aux combattants kurdes en Irak qui font face à l'invasion des islamistes de l'EIIL.

Caroline Chauvet

Peut-on se passer de la Russie ?

Suite de la première page

La Russie de son côté n'a pas manqué de rétorquer avec un embargo sur les produits européens, qui soulève d'ores et déjà des inquiétudes du côté des maraîchers français.

Un été glacial

Les grandes manifestations ukrainiennes, la destitution du président Ianoukovitch et son exil immédiat en Russie ont mis à jour les intérêts géopolitiques de la Russie. L'annexion de la Crimée par un coup d'État à peine déguisé pouvait être qualifiée de prévisible en raison de sa position stratégique dans la mer Noire, abritant notamment l'un des principaux ports de la marine militaire russe de la ville de Sébastopol. D'un autre côté, elle représente aussi une région majeure dans l'extension de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour lequel un rapprochement de l'Ukraine donnerait une meilleure position dans la région et un affaiblissement de la position russe.

FRED DUFOUR / AFP / GETTY IMAGES

Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius et son homologue russe Sergueï Lavrov lors d'une rencontre diplomatique au sujet de l'Ukraine le 31 mars 2014.

Les manœuvres russes déguisées semblaient déjà s'inspirer de la guerre froide, mais c'est l'improbable crash du vol civil MH 17, soupçonné d'avoir été abattu par les factions séparatistes prorusses, qui a déclenché les sanctions massives de la part des États-Unis et de l'Europe dans plusieurs domaines : des sanctions économiques interdisant le commerce d'actions russes, des sanctions militaires interdisant l'exportation et l'achat d'armes en provenance de Russie – qui sont le plus à même de contrarier les intérêts français, et enfin des sanctions technologiques et énergétiques visant à contrôler les équipements relatifs à l'énergie.

> Les exportations d'agroalimentaire vers la Russie ne représentent que 0,01% du PIB européen
>
> Magazine *Forbes*

Le marché russe perdant ainsi en stabilité, certaines entreprises craignent le pire, notamment Renault qui y réalise 10 % de ses résultats ou le groupe parapétrolier français CGG réalisant 15 % de ses profits sur le marché russe. De plus, la livraison compromise du deuxième bateau Mistral *Sébastopol* met en danger près de 1 000 emplois.

Un embargo tiède

L'annonce de l'embargo russe en réponse aux sanctions, le 6 août, a fait des remous dans les rangs des exportateurs français de fruits et légumes. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a annoncé, par le biais de son président Xavier Beulin, une estimation de pertes à hauteur de 500 millions d'euros et l'agence de presse russe Ria Novosti annonce un cauchemar politique et économique pour l'UE, s'appuyant sur les déclarations du représentant européen Vyugaudas Usackas chiffrant à 12 milliards d'euros les pertes directes liées à l'embargo.

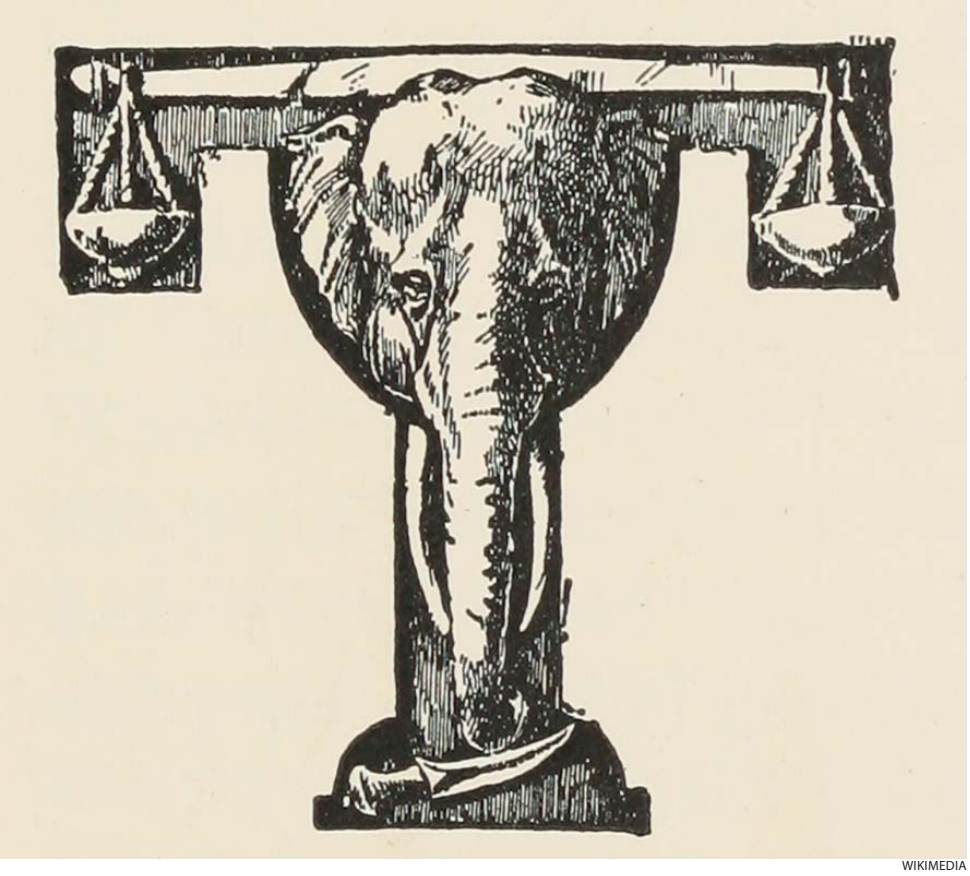
Cependant, le magazine *Forbes* a précisé que l'agroalimentaire ne représentait que 0,0 % du PIB européen et que l'embargo ciblé sur certaines denrées aurait un impact limité. Le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a précisé qu'il faudra mesurer l'impact de cet embargo qui, du côté français, concerne plus d'1,1 milliard d'euros d'exportations. François Hollande a souligné la nécessité de compensations pour les agriculteurs, ce qui a pris effet le 18 août avec le déblocage de 125 millions d'euros pour les maraîchers européens.

Enfin, l'embargo ne s'applique pas sur les vins et les spiritueux qui représentent, à eux seuls, 40 % des exportations françaises. Jouant la surenchère, la Russie pourrait bien essuyer un revers car elle importe 35 % de sa consommation alimentaire.

Ivo Paulovic

INTERNET

Participer au débat international sur le droit à l'oubli de l'Union européenne



WIKIMEDIA

Selon l'adage, *« un éléphant n'oublie jamais »*. Illustration de W.H. Drake, tirée du *Livre de la Jungle*.

Tout le monde a quelque chose à cacher – mais quand il s'agit d'Internet, devons-nous tous avoir le droit de pouvoir être oubliés ? En mai dernier, la Cour de Justice européenne s'est prononcée en faveur de cette proposition et a décrété que tout Européen peut demander aux moteurs de recherche de retirer des résultats toute information *« obsolète »* ou *« sans objet »* le concernant. Des entreprises comme Google, Yahoo ou Microsoft se sont élevées contre cette décision, qui les laisse responsables de décider quelles informations correspondent à ces critères.

Techniquement, n'importe qui peut exercer ce *« droit »* – il n'y a pas de frais ou de procédure spécifique réservée à certaines personnes ou connexions autorisées. En tant qu'utilisateur européen d'Internet, il vous suffit de remplir un formulaire en indiquant votre nom et les informations relatives aux contenus que vous souhaitez faire disparaître des résultats de recherches. Depuis que la Cour de justice de l'Union européenne a statué pour faire respecter et codifier le droit à l'oubli en mai dernier, Google a reçu plus de 91 000 demandes de retrait d'information dont environ la moitié a été honorée.

Le risque de s'écarter du judiciaire

Les activistes qui défendent la liberté d'expression craignent que cette décision ne soit une porte ouverte aux entreprises et gouvernements pour faire disparaître des résultats de recherche, les informations déplaisantes les concernant. De plus, le fait que la décision de les faire disparaître incombe à des entreprises de technologie comme Google n'est pas une mince affaire : écarter le pouvoir judiciaire de cette décision est une sérieuse bévue en matière du droit de l'Internet.

Le problème est au centre des questions que nous nous posons tous les jours. Nous sommes d'accord pour dire que certaines informations méritent un minimum de protection. Des données financières ou sur la santé ou la sexualité des personnes, en sont des exemples. Nous pensons que chacun a le droit de maintenir ces informations dans la sphère privée. Mais les informations sur les activités politiques d'une personne sont rarement faciles à classer. Il y a beaucoup de nuances.

Quelques mois après l'annonce de cette réglementation, Oiwan Lam, rédactrice en chef d'*Advox China*, s'est inquiétée sur ses conséquences auprès de ses contacts. Elle demande : *« Comment pouvons-nous nous prémunir contre la menace potentielle qui pèse sur la sphère publique en ligne si cette réglementation est appliquée ? »*

Un débat légitime

Les échanges qui suivent montrent que les membres de la communauté de *Global Voices* craignent que cette loi ne restreigne la possibilité pour les journalistes, activistes, internautes, et militants des droits humains de réunir et conserver les preuves de violations de droits, de corruption et autres méfaits qu'ils cherchent à prouver.

Une auteure égyptienne, Rasha Abdulla, professeur en communication à l'université américaine du Caire, pose la question : que se passe-t-il quand une information importante pour l'intérêt public disparaît soudainement de nos résultats de recherche ? Elle écrit : *« J'imagine facilement qu'en Égypte toute vidéo d'un officier de police sur YouTube ou tout fonctionnaire corrompu enregistré sur vidéo ou dont on parle dans les journaux adorerait être oublié. Les archives digitales sont tout ce que nous avons pour dénoncer certaines des atrocités qui ont eu lieu ».*

« Quelle garantie avons-nous que bon nombre d'informations gênantes (mais pertinentes) ne vont pas tout simplement disparaître ? », demande Leila Nachawati, auteure syro-espagnole et étudiante en communication à l'université Carlos Tercero de Madrid. Elle poursuit : *« Nous devrons faire confiance à des entreprises qui décideront si l'information est* "d'intérêt public", *ce qui, comme tout le monde le sait, est une pente savonneuse… L'Union européenne fait référence au* "besoin d'équilibre entre la vie privée et la liberté de parole", *mais à moins de lister des critères plus précis, cela ne veut pas dire grand-chose ».*

Ellery Roberts Biddle
globalvoicesonline.org

> Depuis mai dernier, Google a reçu plus de 91 000 demandes de retrait d'information dont environ la moitié a été honorée.

ÉCO & FINANCE

Pas de surprise à Jackson Hole

Janet Yellen, présidente de la Réserve fédérale américaine (Fed), a délivré un discours prudent au sommet annuel des banques centrales à Jackson Hole aux États-Unis ce vendredi. Le thème de l'édition 2014 était consacré à *« la réévaluation des dynamiques du marché de l'emploi »*. La situation sur le marché du travail américain s'est sensiblement améliorée, mais ce redressement n'est pas encore complet en raison de la *« profondeur des dommages »* causés par la récession, a expliqué Janet Yellen. Quant à l'avenir de la politique monétaire américaine, Janet Yellen s'est montrée réservée, déclarant qu'il n'y a pas de *« réponses mécaniques »*. La hausse des taux resterait dépendante de la reprise économique.

BlackBerry vise le retour à la rentabilité

La firme canadienne BlackBerry renforce sa stratégie de redressement. Elle vient d'annoncer la création d'une division nommée BlackBerry Technology Solutions qui réunira toutes les technologies innovantes du groupe. Cette division sera sous la direction de Sandeep Chennakeshu, précédemment président d'Ericsson Mobile Platforms. La combinaison de différents actifs en une seule unité de business *« génèrera des synergies opérationnelles et de nouvelles sources de revenus »*, a déclaré le directeur général de BlackBerry, John Chen. BlackBerry se prépare à lancer son nouveau smartphone haut de gamme *« Passport »* qui devrait être présenté en septembre prochain à Londres. Le retour à la rentabilité du groupe est prévu à l'horizon 2016. L'action est en progression de près de 30 % depuis le début de l'année sur la Bourse de Toronto.

Amendes record pour les banques américaines

Après le règlement d'une amende de 7 milliards de dollars par la troisième banque américaine Citigroup en juillet dernier, c'est le tour de la Bank of America, deuxième banque de dépôt des États-Unis, qui devra s'acquitter d'une amende historique de 16,5 milliards pour mettre fin à des poursuites judiciaires liées aux placements adossés aux crédits immobiliers à risque et ainsi éviter un procès au civil. Il s'agit de l'amende la plus élevée jamais infligée à une institution financière américaine. À ce jour, JP Morgan Chase détenait la palme, acceptant en novembre dernier de verser la somme colossale de 13 milliards de dollars. Depuis le début de l'année, les banques américaines ont payé plus de 50 milliards au titre de litiges.

L'ex-dirigeant Jiang Zemin tenu en échec sur son propre territoire

Suite de la première page

Jiang Zemin au cœur de la cible

Ces 19 derniers mois, le dirigeant du PCC Xi Jinping a évincé les plus grands alliés de Jiang Zemin au cours de sa campagne d'épuration politique.

Le point d'orgue de cette campagne a eu lieu le 29 juillet dernier avec l'annonce de la chute de Zhou Yongkang, l'ancien patron de la sécurité chinoise. Immédiatement après, le *Quotidien du Peuple*, voix officielle du Parti, a publié sur son site web un commentaire intitulé « *La chute du gros tigre Zhou Yongkang n'est pas la fin de l'histoire* ». Cet article rappelait que Zhou Yongkang avait bien été promu par des personnes plus haut placées que lui.

Bien que cet article ait été rapidement supprimé, il est resté suffisamment longtemps en ligne pour être partagé et diffusé largement sur l'Internet chinois.

Deux semaines plus tôt, Epoch Times avait rapporté que Zeng Qinghong, principal conseiller de Jiang Zemin, avait été arrêté. Après la chute des plus gros tigres, la cible suivante devrait en toute logique être Jiang Zemin.

Si le passé fait office d'exemple, tout comme la Commission centrale d'inspection de la discipline l'a déjà fait des milliers de fois dans toute la Chine, elle va maintenant passer Shanghai au peigne fin et refermer son piège sur sa proie. Attaquant les cibles les plus faibles en périphérie pour qu'elles révèlent leurs connexions vers le centre du réseau, la Commission avance étape par étape jusqu'à ce que l'objectif final soit encerclé et sans défense.

Impasse

Selon l'agence de presse officielle Xinhua, 85 000 responsables ont fait l'objet d'une enquête au cours des six derniers mois.

Malgré la large portée de sa campagne, lors d'une réunion du Politburo le 26 juin dernier, Xi Jinping s'était plaint que les forces de corruption et de lutte anti-corruption se trouvaient dans une « *impasse* ».

Quatre jours plus tard, les évictions de quatre cadres de haut rang étaient annoncées : l'ancien dirigeant de l'armée Xu Caihou ; des anciens pontes du pétrole Jiang Jiemen et Wang Yongchun ; et le directeur adjoint de la sécurité publique, l'un des principaux responsables de la persécution du Falun Gong, Li Dongsheng.

EPOCH TIMES

Jiang Zemin, ex-dirigeant du Parti communiste chinois.

Malgré cette avancée remarquable, la faction politique de Jiang Zemin semblait résister.

Wu Fan, rédacteur en chef du magazine américain en langue chinoise *China Affairs,* a récemment confié à *NTD Television* que l'armée continue de suivre Guo Boxiong, aujourd'hui retraité désigné par Jiang Zemin pour diriger les forces armées chinoises.

« *Certaines régions militaires, comme celles de Guangzhou ou Pékin, ignorent complètement Xi Jinping. Elles suivent les ordres de Guo Boxiong et de son équipe* », a expliqué Wu Fan.

La résistance de Guo Boxiong illustre particulièrement bien la longue histoire de l'opposition de la faction politique de Jiang Zemin au Parti central.

Pour prouver qu'il a bien tous les pouvoirs en main, Xi Jinping doit complètement déraciner cette faction, c'est-à-dire, évincer Jiang Zemin lui-même.

Une question de vie ou de mort

Mais Xi Jinping a une raison encore plus forte de poursuivre sa campagne jusqu'au bout : sa survie.

Lors d'un discours devant le Politburo le 26 juin, Xi Jinping aurait dit : « *Lorsqu'il s'agit de lutter contre la corruption, la vie, la mort et la réputation ne sont rien pour moi.* »

Avant même d'être officiellement installé à la tête du Parti, Xi Jinping avait été informé de menaces pesant sur lui. Selon des sources internes au Parti, c'est après la découverte de la préparation d'un coup d'État le visant qu'il a initié la campagne à l'encontre de Jiang Zemin et sa faction.

Après que le directeur de la police de Chongqing, Wang Lijun, a cherché asile au Consulat américain de Chengdu en février 2012, il a été remis aux autorités de Pékin. Le Parti central a ensuite appris que Bo Xilai – ancien secrétaire du Parti à Chongqing que Jiang Zemin voulait nommer Secrétaire général –avaient projeté avec Zhou Yongkang de faire tomber Xi Jinping du pouvoir juste après sa nomination.

Une fois que cette tentative de coup d'État a été déjouée, les menaces envers Xi Jinping ne se sont pas atténuées. *Epoch Times* a rapporté qu'au cours de la période de l'été 2013, durant laquelle les hauts dirigeants étaient rassemblés à Beidaihe, Zhou Yongkang a une fois essayé de faire assassiner Xi Jinping avec une bombe à retardement lors d'une conférence et une autre fois avec une aiguille empoisonnée alors que Xi Jinping passait des examens de routine à l'hôpital.

Motif

Si Xi Jinping trahissait la moindre faiblesse envers ses ennemis, cela signifierait sa perte. Mais pourquoi Jiang Zemin devrait-il considérer Xi Jinping comme un ennemi mortel ?

La réponse à cette question se trouve dans l'angle mort de la presse chinoise : la persécution du mouvement bouddhiste Falun Gong.

Jiang Zemin a conspiré avec Zhou Yongkang, Xu Caihou, Bo Xilai, Li Dongsheng et d'autres dirigeants de haut rang du PCC pour commettre des crimes monstrueux contre le peuple chinois.

Selon le Centre d'information du Falun Dafa, depuis que Jiang Zemin a déclenché la persécution du Falun Gong en 1999 et jusqu'à aujourd'hui, des centaines de milliers de Chinois innocents se trouvent en détention.

Cette campagne de répression visait à déraciner une discipline spirituelle traditionnelle chinoise qui en 1999, selon des rapports de presse de l'époque, était pratiquée par plus de 100 millions de personnes en Chine. C'est cette popularité qui a poussé le régime chinois à déclarer la guerre à un Chinois sur 13 et à criminaliser toute personne cherchant à vivre selon le principe universel du Falun Gong, à savoir : Vérité, Bienveillance, Tolérance.

Les pratiquants détenus par le régime ont généralement dû endurer la torture et le lavage de cerveau. Selon le site Minghui.org qui centralise des informations sur la persécution du Falun Gong, 3 776 morts causées par les tortures et les mauvais traitements ont déjà été confirmées. En raison du blocage des informations provenant de Chine, le véritable nombre de ces morts est probablement bien plus élevé.

Par ailleurs, les pratiquants du Falun Gong sont victimes de prélèvements forcés d'organes. En 2011, les chercheurs indépendants David Kilgour et David Matas, auteurs du rapport *Prélèvements meurtriers* et le journaliste d'investigation Ethan Gutmann, auteur de *Massacre : Assassinats de masse, prélèvements d'organes et la solution secrète de la Chine à ses problèmes de dissidents*, ont estimé qu'entre 2000 et 2008, 62 000 pratiquants du Falun Gong ont été tués pour leurs organes. Aujourd'hui, le nombre est vraisemblablement plus élevé de dizaines de milliers d'individus.

Jiang Zemin et sa faction craignent Xi Jinping car, lui, n'est pas impliqué dans ces crimes. La possibilité que Xi Jinping mette fin à la persécution est réelle. Si cela se produit, la Chine serait amenée à poursuivre ces criminels.

Afin d'éviter d'être tenus responsables, Jiang Zemin et ses lieutenants ont cherché par tous les moyens possibles à évincer Xi Jinping pour lui reprendre le pouvoir.

Un règne de corruption

Xi Jinping n'est pas le premier dirigeant du PCC à accuser ses ennemis de corruption. Mais dans le cas de la faction de Jiang Zemin, ces accusations de corruption sont bien plus qu'un prétexte. Elles visent tout un système de pouvoir.

En Chine, Jiang Zemin est considéré comme un bouffon. Il a pourtant réussi à devenir l'homme le plus puissant du pays pendant 20 ans. En instaurant la corruption à tous les niveaux du Parti, il a pu acheter la loyauté qu'il ne pouvait inspirer.

Les observateurs de la campagne menée par Xi Jinping parlent souvent de cette corruption comme d'un état normal au sein du PCC. De ce fait, ils passent à côté de l'ampleur gargantuesque de la corruption de Jiang Zemin.

Ces mêmes observateurs écrivent souvent mollement, manquant du même coup l'urgence que représente ce problème pour le peuple chinois.

Lorsque les Chinois pensent à la corruption, ils ne pensent pas à toutes ces Audi luxueuses sillonnant les rues, ni aux maîtresses chouchoutées, ni aux repas extravagants. Ils pensent aux villageois ravagés par le cancer. Ils pensent à la nourriture empoisonnée, aux eaux polluées, à l'air irrespirable. Ils se souviennent comment, avant l'arrivée de Jiang Zemin au pouvoir, le système des camps de concentration était près d'être aboli et comment aujourd'hui, ce même système a atteint des proportions inégalées.

Ils voient le même système de « maintien de la stabilité », développé par Zhou Yongkang à des fins de répression contre le Falun Gong, utilisé contre les citoyens tentant de protester après que leurs maisons et leurs terres leur ont été volées.

Les Chinois voient également une société sans morale. Ils passent d'une histoire d'horreur à une autre sur Internet et se demandent jusqu'où leur nation va sombrer.

Ainsi, et selon un nombre infini d'autres exemples, la lutte de Xi Jinping contre la corruption apporte aux Chinois une promesse d'être libérés de leurs plaintes les plus amères.

Évincer Jiang Zemin

Le symbole le plus évident de victoire sur ce règne de corruption sera d'évincer Jiang Zemin lui-même.

Lorsque les cadres du Parti verront Jiang Zemin sous le contrôle de Xi Jinping, le réseau d'influence que Jiang Zemin avait tissé sur toute la Chine commencera à se résorber.

Xi Jinping peut, quant à lui, espérer que les Chinois rallieront alors un Parti purifié, mais il sera sans doute trop tard pour qu'ils croient encore à la renaissance de ce Parti.

La campagne de Xi Jinping mettra donc fin à une ère. Le chemin de l'avenir devra ensuite être tracé.

Stephen Gregory

OPINION

Neuf commentaires sur le Parti communiste

Le livre qui change la Chine. Cet éditorial primé d'*Epoch Times* révèle l'histoire et la nature du Parti communiste chinois (PCC). À chaque édition, nous publions un extrait de cet ouvrage ayant déjà une portée historique.

6e COMMENTAIRE
III. La culture du Parti
2. Les aspects de la propagande

B. Une culture pour promouvoir la violence

... Dans la persécution du Falun Gong, Jiang Zemin a dit : « *Pas de punition pour ceux qui frappent à mort les pratiquants de Falun Gong* ». Le PCC a préconisé « *la guerre totale* », et « *la bombe atomique n'est qu'un tigre de papier […] même si la moitié de la population mourait, la moitié restante suffirait pour reconstruire notre patrie* ».

C. Une culture pour inciter à la haine

« *Ne pas oublier la souffrance des classes (pauvres) et se souvenir fermement de l'hostilité dans les larmes et le sang* » est devenu une politique nationale de base. La cruauté envers les ennemis de classe était considérée comme une vertu. Le PCC a enseigné : « *mordez votre haine, mâchez-la et avalez-la. Plantez cette haine dans votre cœur pour qu'elle y germe.* »

D. Une culture de duperie et de mensonges

Voici quelques exemples des mensonges du PCC : « *Le rendement par mu est supérieur à dix mille* jin » pendant le Grand Bond en avant (1958). « *Pas une seule personne n'a été tuée sur la place Tiananmen* » pendant le massacre du 4 juin 1989. « *Nous contrôlons le virus du SRAS* » en 2003. « *C'est actuellement la meilleure période pour les droits de l'homme en Chine* » et « *la théorie des Trois représentations* ».

E. Une culture de lavage de cerveau

Voici quelques slogans que le PCC a créés pour laver le cerveau du peuple : « *Il n'y aurait pas de nouvelle Chine sans le Parti communiste* ». « *La force au cœur pour mener notre cause est le PCC et la base théorique qui guide notre pensée est le marxisme-léninisme.* » « *Alignez-vous sur la position du Comité central du Parti* ». « *Exécutez les ordres du Parti si vous les comprenez. Si vous ne les comprenez pas, exécutez-les aussi et votre compréhension s'approfondira en effectuant les ordres* ».

F. Une culture d'adulation

« *Le ciel et la terre sont grands, mais plus grande encore est la grâce du Parti* », « *nous devons tous nos succès au Parti* », « *je considère le Parti comme ma mère* », « *j'utilise ma propre vie pour sauvegarder le Comité central du Parti* », « *un Parti grand, glorieux et correct* », « *un Parti invincible* », etc.

G. Une culture de prétention

Le Parti a établi des modèles, fondé des exemples les uns après les autres et lancé « *le progrès socialiste, idéologique et éthique* » et des campagnes « *d'éducation idéologique* ». exactement comme avant chacune de ces campagnes.

175 214 901 démissions
au 24 août

Depuis la publication des *Neuf Commentaires sur le Parti communiste* en novembre 2004 par *Epoch Times*, chaque jour des milliers de Chinois quittent le Parti communiste et ses organisations affiliées, via le site web **www.ninecommentaries.com**, *ou* par téléphone grâce à un centre d'assistance internationale. D'autres affichent des déclarations sur des murs et des poteaux sur la voie publique ou écrivent encore sur des billets de banque.
Lisez la version intégrale des *Neuf Commentaires* sur **www. epochtimes.fr**

2014
PARIS
MONDIAL DE L'AUTOMOBILE
4-19 OCTOBRE

LE FUTUR DE L'AUTOMOBILE
EST À PARIS

PARIS EXPO **PORTE DE VERSAILLES** — **10H-20H - NOCTURNES JEUDI & VENDREDI JUSQU'À 22H**
BILLETS EN VENTE — WWW.MONDIAL-AUTOMOBILE.COM — MAGASINS AUCHAN, CARREFOUR, CORA, CULTURA, E.LECLERC, FNAC, FURET DU NORD, GALERIES LAFAYETTE, GEANT, INTERMARCHE, MAGASINS U
MondialAuto - www.facebook.com/mondial.automobile

7 conseils pour réussir sa journée de travail

Au cours d'une journée bien remplie, on ressent parfois des moments de lassitude, voire de perte de motivation face au travail. Il existe plusieurs façons de stimuler sa motivation et, pour beaucoup, il ne s'agit que de très petits changements. Pour terminer votre journée avec satisfaction, pourquoi ne pas essayer ces conseils simples ? Vous serez agréablement surpris par certaines de ces astuces.

1. Élaborer des listes de tâches et des objectifs réalistes

Fixez-vous des objectifs réalistes que vous êtes absolument certain de pouvoir atteindre au cours de la journée. Si vous avez une liste d'actions à mener, classez-les en tenant compte du temps nécessaire pour chaque action et faites en sorte de respecter votre liste. Si nécessaire, fixez-vous un temps moyen ou espacez vos tâches, afin de pouvoir vous ménager du temps supplémentaire au cas où vous ne pourriez pas respecter le délai prévu.

N'oubliez pas de commencer votre journée par des actions simples avant d'en assumer de plus complexes. Pour celles qui nécessitent plus d'une journée, n'hésitez pas à subdiviser en sous actions que vous gérerez les unes après les autres…

2. Organiser des pauses et un sommeil de bonne qualité

Il est important de mettre l'accent sur l'accomplissement de vos objectifs mais ce n'est pas une excuse pour négliger votre équilibre physiologique. Assurez-vous de prendre des pauses échelonnées, tout au long de la journée, surtout si votre travail vous oblige à occuper la position assise sur de longues périodes. Le manque de mobilité dans votre travail risque de nuire à votre santé, car elle favorise le développement des cellules graisseuses, augmente le stress et le risque de crises cardiaques et réduit votre niveau d'énergie.

Vous éloigner de votre ordinateur réduira ces risques et augmentera votre productivité. Le temps de votre pause, faites une marche rapide à l'extérieur, quelques étirements, une méditation ou une petite sieste, cela boostera votre humeur et votre motivation.

Assurez-vous de dormir suffisamment pour être alerte et prêt à travailler le lendemain. Une perte de sommeil peut altérer la qualité de votre travail et avoir des répercussions sur votre humeur et votre santé.

> La mise en route d'un projet ou d'une activité peut sembler intimidante, mais c'est un pas crucial et essentiel si l'on veut atteindre son objectif.

3. Se faire plaisir

Comme il est important de faire avancer les choses, il est aussi important de penser à une récompense une fois le travail achevé. Ce peut être une séance au spa, une soirée cinéma, un repas dans votre restaurant préféré, ou une autre activité en fonction de vos affinités. Vos récompenses consolideront votre motivation et votre productivité.

4. Savoir passer à la suite si nécessaire

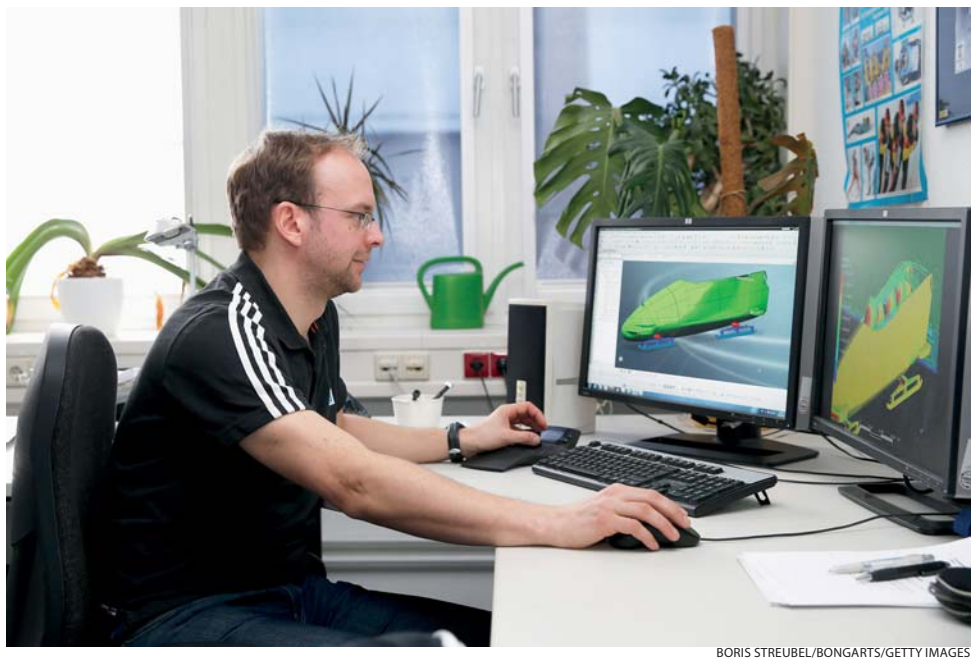
Le pire que vous pourriez faire pour ruiner votre efficience serait de perdre du temps. Si vous avez une liste bien remplie et que vous bloquez sur une activité, passez à la suivante !

Essayez de choisir une action plus aisée de manière à vous permettre de rattraper le temps perdu. En utilisant cette méthode, non seulement vous vous donnerez un temps de réflexion, mais vous arriverez à atteindre votre objectif dans les temps. C'est une situation gagnant-gagnant !

5. Planifier et anticiper toutes les actions à l'avance

Anticiper votre planning la veille diminuera le stress et la charge de travail du jour suivant.

Si vous anticipez votre journée de travail, n'oubliez pas le choix de votre tenue ainsi que la préparation de vos différents dossiers, une journée bien préparée est gage d'un travail de qualité.



BORIS STREUBEL/BONGARTS/GETTY IMAGES

Il existe plusieurs façons de stimuler sa motivation et il ne s'agit, le plus souvent, que de très petits changements.

6. Écouter de la musique

Lorsque vous rencontrez des difficultés à vous concentrer sur une activité, un bon moyen pour se recentrer est d'écouter de la musique.

La musique libère de la dopamine dans le cerveau — un neurotransmetteur qui peut, entre autres, contribuer à améliorer votre état d'esprit et augmenter votre motivation à effectuer vos tâches. La musique contribue également à rendre certaines tâches répétitives ennuyeuses, plus vivantes. Concoctez-vous des *playlists* en fonction du temps nécessaire.

Pour améliorer votre efficience, écoutez de la musique instrumentale (de la musique classique, des musiques de film, etc.).

7. Mettre en place votre projet

La mise en route d'un projet ou d'une activité peut sembler intimidante, mais c'est un pas crucial et essentiel si l'on veut atteindre son objectif. Certaines personnes ont particulièrement de la peine à lancer leur projet bien qu'elles aient tout planifié.

La première étape garantit la motivation et une efficacité maximale. Si vous démarrez votre travail dans le temps prévu, vous suivrez votre programme tout au long de la journée. Encore mieux, vous vous sentirez satisfait et soulagé à la fin de la journée en voyant que vous étiez en mesure d'atteindre chaque objectif au mieux de vos capacités.

Deborah Kim

EPOCH TIMES THE NEW TIMES

QUI SOMMES-NOUS ?

Liberté de la presse et droits humains sont les principes fondamentaux d' *Epoch Times*. Nous veillons à assurer le respect de l'indépendance éditoriale et à produire une information fiable.

En 2000, *Epoch Times* est né pour fournir une véritable couverture des événements en Chine, où la presse n'était qu'un outil de propagande contrôlé par la censure. Après avoir été témoins de tragédies telles que le massacre de la place Tiananmen et la persécution du groupe spirituel Falun Gong, de jeunes Sino-Américains ont lancé la publication d'*Epoch Times* en langue chinoise au péril de leur vie. Parmi eux, certains journalistes ont été emprisonnés en Chine, d'autres ont subi de graves tortures et d'autres encore sont toujours portés disparus.

Epoch Times est publié dans 35 pays en 21 langues et touche des millions de lecteurs. *Epoch Times*, tout en traitant l'essentiel de l'information avec fiabilité, inspire et enrichit la vie de ses lecteurs grâce à ses récits inédits. *Epoch Times* s'engage pour vous dans une démarche d'intégrité et d'indépendance de l'information.

Édité par

EPOCH TIMES FRANCE
83 rue du Château des Rentiers
75013 Paris
Tél. 01 45 86 41 95

Directrice de la publication
Isabelle Meyer

Directeur de la rédaction
Rémi Bleibtreu

Rédactrice en chef
Véronique Raabon

Direction artistique, maquette
Siaoyong Sou, Céline Guittière

Epoch Times Francophone
@EpochTimesFR

Imprimé par Roto Centre Orléanais
348 rue Marcel Paul 45770 Saran

Dépôt légal : à parution.
ISSN : 2261-2882.
Commission paritaire : 0716Q92406

PUBLICITÉ
06 77 93 23 22
pub@epochtimes.fr

pub.suisse@epochtimes.com
+ 41 (0) 079 821 74 22
Epoch Times
cp 390 1211 Genève 4

COURRIER DES LECTEURS
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

DISTRIBUTION
01 45 86 41 95

www.epochtimes.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ☐ 3 mois : 25 € / 30 CHF
- ☐ 6 mois : 39 € / 47 CHF
- ☐ 12 mois : 59 € / 70 CHF
- ☐ Abonnement de soutien : 90 € / 100 CHF

MODALITÉ DE PAIEMENT
Envoyez ce bulletin dûment complété, accompagné d'un chèque bancaire à l'ordre d'**Epoch Times.**

En France : Epoch Times 83 rue du Château des Rentiers 75013 Paris

En Suisse : Epoch Times cp 390 1211 Genève 4 . Tél : + 41 (0) 079 821 74 22
pub.suisse@epochtimes.com

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél _____
Email _____

Où avez-vous connu Epoch Times ?

ISLANDE

Le volcan Bardarbunga : 2 600 séismes en quatre jours

L'activité sismique dans la région du volcan Bardarbunga en Islande, a été remarquée dès le 16 août. Depuis elle maintient sa vigueur, ne donnant aucun signe d'accalmie.

Le Bardarbunga est l'un des plus grands volcans d'Islande. Il est surveillé de très près par les météorologistes. Il y a sept jours, il s'est réveillé et un tremblement de terre semblait présager son entrée en éruption. Actuellement, le bureau météorologique d'Islande mesure le niveau de risque atteint par le volcan : d'orange – soit le quatrième niveau sur une échelle de cinq – s'il atteint le niveau rouge, c'est que l'éruption se sera déclenchée, entraînant de grandes catastrophes, une débâcle glaciaire, des inondations et une pollution atmosphérique importante.

WIKIMÉDIA

Le sismologue Martin Hensch déclare que le principal risque en Islande est celui des inondations à des éruptions sous le glacier.

Éruption du volcan Eyjafjallajökull en 2010

Pour l'instant, le magma est entre 5 à 10 kilomètres de profondeur. Il n'y a pas d'effet migratoire vers le haut, mais il s'étale en longueur et l'intrusion se forme sous le glacier Vatnajökull sur 25 kilomètres. En 2010, les Européens se souviennent de l'éruption du volcan islandais Eyjafjallajökull qui avait quasiment bloqué l'espace aérien : durant six jours consécutifs, plus de 10 millions de personnes avaient été clouées au sol et l'incident avait coûté 1,7 milliard de dollars.

L'institut météorologique a dénombré quelque 2 600 séismes en quatre jours dus à l'activité du volcan, la magnitude s'élevant alors à 4,5. Le sismologue Martin Hensch a déclaré que le plus grand risque en Islande était celui des inondations à cause de la fonte du glacier. Il a ajouté que les zones menacées par les inondations étaient en principe inhabitées et les routes dans la zone dangereuse ont été fermées par précaution.

Naissance de l'Islande

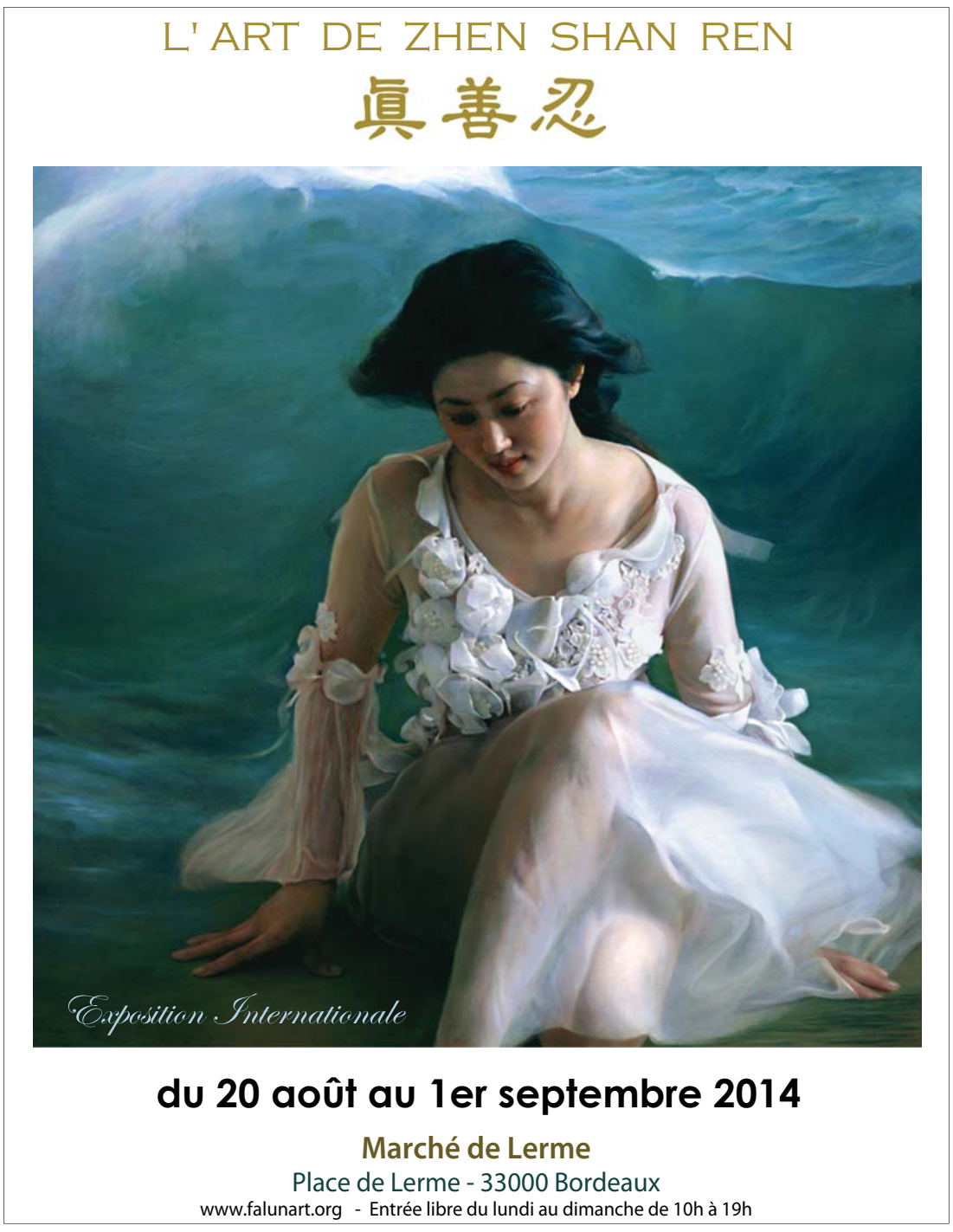
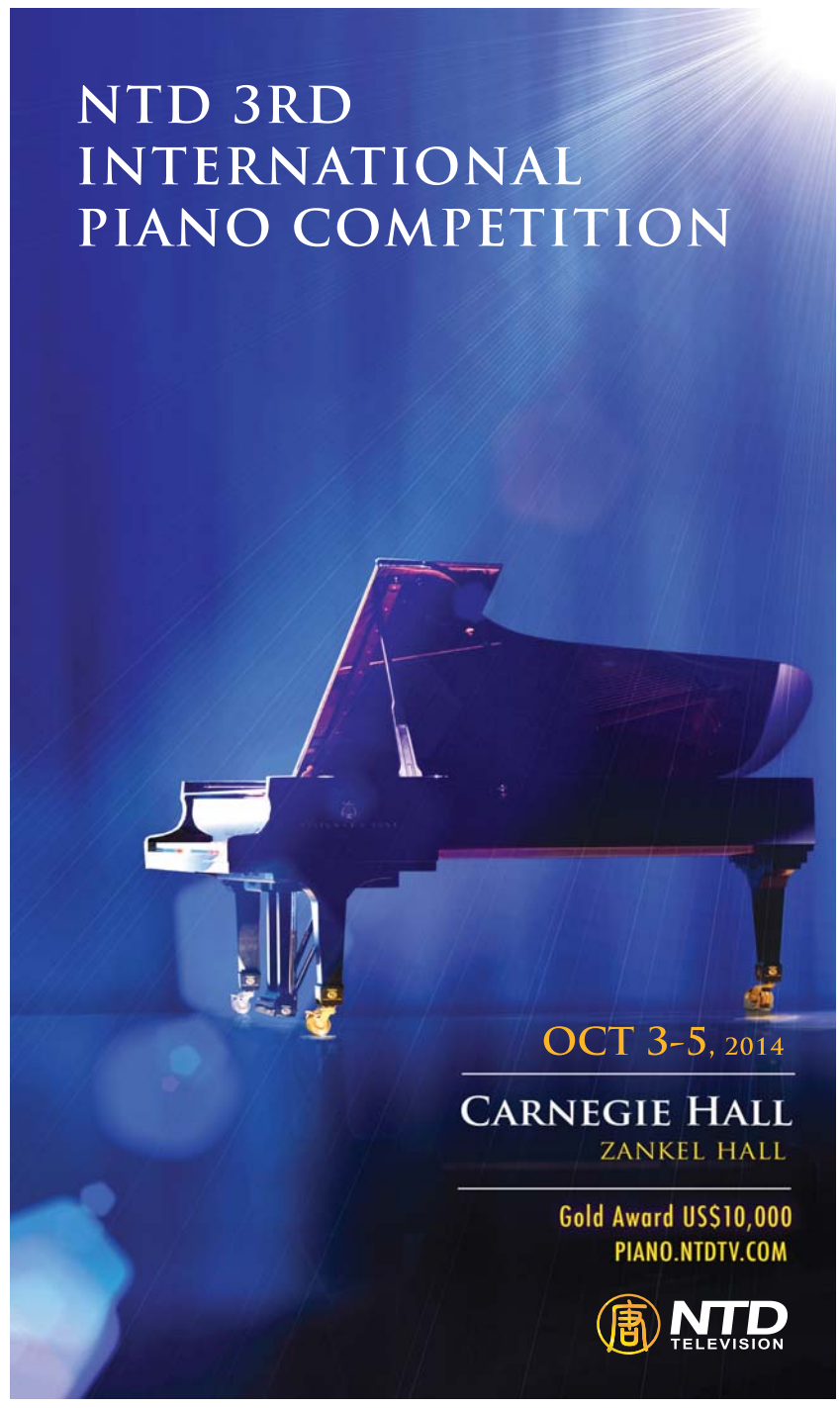
L'Islande est une terre relativement jeune, formée il y a moins de 20 millions d'années, alors que notre Terre est née il a 4,5 milliards d'années. Originellement, les volcans sont sortis de l'océan et d'éruption en éruption, ils ont fini par créer cette île dont les paysages sont uniques au monde. L'Islande foisonne de paysages merveilleux formés par les forces de la nature qui se livrent à une compétition entre l'eau, la glace et le feu... Sa particularité est d'être une île au milieu de deux plaques tectoniques, d'un côté la plaque américaine, de l'autre la plaque eurasienne. Ces deux plaques s'écartent, bougent en raison de l'intense chaleur qui règne sous terre. Sous l'effet de températures extrêmes, des masses de roches remontent vers la surface, se refroidissent et replongent vers le centre de la Terre. Ce sont des mouvements, dits de convection.

> L'Islande est une terre relativement jeune, formée il y a moins de 20 millions d'années, alors que notre Terre est née il y a 4,5 milliards d'années.

Les glaciers d'Islande

Ils sont très particuliers puisqu'ils sont mêlés aux volcans. Sous le glacier, se trouve une chambre magmatique avec une ancienne cheminée débouchant sur une caldeira, une sorte de cuvette formée par l'affaissement d'un ancien cratère. Cette caldeira, en partie comblée par la glace, contient aussi de l'eau. Avant l'éruption, le déplacement des plaques entraîne la formation de nouvelles failles qui permettent à la lave de la chambre magmatique de remonter, en empruntant un nouveau passage situé en amont de la caldeira qui jaillit sous la glace. Sous l'effet de la chaleur, la glace fond et l'eau issue de cette fonte remplit la caldeira située en aval. Tandis que cette caldeira se remplit, une dépression se forme au niveau de l'éruption. Après quelques jours d'activité, la lave perce la glace et de gigantesques panaches de fumée, de vapeur et de cendre s'élèvent dans le ciel islandais.

La température est encore très élevée au niveau du cratère. La glace continue à fondre et à s'écouler dans la caldeira. L'eau de cette caldeira subira l'énorme pression de son dôme de glace, elle va s'écouler sous le glacier en soulevant la glace grâce à ce dôme agissant comme un véritable piston. Toute l'eau va alors être chassée à l'extérieur provoquant un gigantesque « raz de marée » appelé *jokülluim* (le glacier qui court) par les Islandais. Aujourd'hui un nouveau *jokülluim* est à craindre.

Héloïse Roc

Sources : CNRS, Institut géologique